l'union

Magazine 15

Prolongation/Fermeture du Samu social de Port-Gentil

Wenceslas Yaba rassure!



Wenceslas Yaba, coordonnateur du Samu social gabonais.

L.R.A. Libreville/Gabon

Pour le coordonnateur des Samu sociaux du Gabon, c'est tout juste un repli stratégique pour des lendemains meilleurs. Au regard des services rendus à la population par cet outil social, il ne saurait être question de fermeture, mais plutôt d'un problème conjoncturel en voie de trouver solution.

LE 25 février, l'Union titrait, en page 15, dans la page consacrée au cheflieu de l'Ogooué-Maritime: "Antenne du Samu social de Port-Gentil: elle a fermé les portes". La fermeture de cette structure intervenait moins d'un an après son ouverture, celle-ci ayant été inaugurée le 13 mars 2018.

Le constat avait été fait par notre correspondant sur place, photos à l'appui: des locaux hermétiquement fermés, des bus médicalisés garés dans la concession et le portail clos. Un constat suivi d'une rumeur faisant état de l'arrêt des prestations du Service d'assistance médicale d'urgence (Samu) social dans la capitale économique.

Vérification faite, l'infor-

mation s'est avérée exacte. Au grand dam de la population, que cette entité soulageait de nombreux maux de santé, de façon gracieuse.

Les agents en poste dans le Samu social de Port-Gentil, pouvait-on lire, revendiquent sept mois d'arriérés de salaires. Et, semble-t-il, leur patience aurait atteint les limites du supportable. Des informations alarmistes qui nécessitaient un éclairage du fondateur de cette unité sanitaire au Gabon, le Dr Wenceslas Yaba.

LE SAMU SAUVERA EN-CORE DES COMPA-TRIOTES* Le médecin, nullement décontenancé par la nouvelle, rassure les Portgentillais que le Samu social continue à Port-Gentil. « Il sauvera encore des compatriotes démunis, dans la précarité, sur les filets sanitaires et sociaux dans cette ville où nous avons installé un Samu social dynamique», dit-il.

dit-il.

Pour le Dr Yaba, on ne parle jamais de fermeture d'un Samu social dans le monde. Seulement, il se trouve qu'aucun Samu social dans notre pays n'a de bien immobilier personnel: « Nous sommes locataires de biens immobiliers de personnes lambda, y



Le matériel roulant est garé et en bon état. Pour Wenceslas Yaba, c'est le signe que le Samu est toujours là.



Les chiffres du Samu social pour l'année 2018.

compris au siège où nous louons chez un privé. L'Etat n'a pas donné de moyens immobiliers à un seul Samu social. Même nos entrepôts sont loués.» Ajoutées à cela, les tensions de trésorerie que connaît le pays. Le Dr Yaba se montre même compréhensif: «Le Samu

social n'est pas le seul poste de dépense de l'Etat gabonais. Quand un particulier donne son local en location au Samu social, et qu'il se trouve que vous avez des retards normaux de paiement comme certains, il est en droit de fermer les portes de son local. Et d'ailleurs, nous ne

sommes pas les seuls dans ce cas.»

TOUT LE MATÉRIEL EST PRÉSENT* Le patron des Samu sociaux garde toutefois espoir : « (...) en attendant la mise en place du budget 2019, qui est en train de se faire, puisque la Loi de finance a été promulguée, peut-être même qu'avant la date anniversaire officielle du Samu social de Port-Gentil, les activités reprendront le plus normalement du monde. Parce que nous aurons payé les loyers de ce propriétaire, qui ne fait que réclamer son dû .» (l'entretien a eu lieu le 28 février 2019, mais le miracle ne s'est pas produit, Ndlr)

Se voulant plus convaincant, Wenceslas Yaba fait remarquer que dans l'article de l'Union, il est dit qu'il y avait 3 ambulances quasi neuves et quasifonctionnelles, et que dans ce Samu social se trouvent encore tout le matériel médical ultramoderne ainsi que les lits

« Tout le Samu social est là. Il s'agit d'un problème conjoncturel et, honnêtement, nous avons fait beaucoup de choses à Port-Gentil en 10 mois, et nous continuerons à le faire. Ce n'est pas parce qu'on s'est arrêté depuis quelques jours, pour reprendre sur de bonnes bases, qu'on va s'alarmer.»

Toutefois, il est question de voir avec la mairie et les autorités administrative de Port-Gentil comment avoir dans le futur un local à titre gracieux. « Et donc, le Samu social de Port-gentil ne peut pas fermer. Il ne fermera pas. Fermer ne sied pas au Samu social», a martelé le Dr Yaba.

ET LES ARRIÉRÉS DE SA-LAIRES ALORS?* Pour ce qui est des arriérés de salaires de 7 mois, là aussi, Wenceslas Yaba ne panique pas. Il brandit des exemples à foison dans tout le pays qui sont dans la même situation. « Sans vouloir stigmatiser Port-Gentil, les députés et sénateurs gabonais ont des mois d'arriérés de salaires. Je ne vois pas comment l'Etat va privilégier le Samu social, qui est né il y a 18 mois, alors qu'il y a des institutions qui sont là depuis 20 ans. Là aussi, je pense que ce n'est pas un problème, vu que le gouvernement s'occupe du Samu social. Certes, nous sauvons peut-être des vies, mais il y a un problème de préséance à s'occuper des gens. Ces salaires vont être payés.»

Et d'annoncer être, avec le ministre d'Etat à la Santé, en train de voir comment donner encore davantage de légitimité au Samu social gabonais, pour engranger les moyens suffisants lui permettant de travailler normalement.

Selon le Dr Yaba, le Samu social est un outil humanitaire pour sauver des vies : « Si on est obligé d'avoir un petit repli tactique pour mieux faire les choses, mieux soigner les Portgentillais, on ne va pas polémiquer là- dessus», conclut-il.

... et aussi

Samu social : des chiffres éloquents

L.R.A.

Libreville/Gabon

LE Dr Wenceslas Yaba trop sûr de lui et prétentieux ? Peut-être. Mais il y a une chose que l'on ne peut lui dénier, c'est le travail de ses équipes sur le terrain. Entre l'hébergement temporaire pour accompagner les démunis dans les cas d'urgence sociale, les centres médico-psychologiques et leurs consultations gratuites, la distribution tout aussi gratuite de médicaments, le Samu social se démène pour venir en aide à ceux qui ont peur de l'hôpital, ou manquent de moyens pour s'y rendre. Il propose

même des soins palliatifs à domicile pour les malades qui ne peuvent se déplacer. Et si tout le monde n'en bénéficie pas, peut-être par méconnaissance du service, les personnes impactées sont reconnaissantes des soins reçus.

Ainsi, 161 889 personnes ont été prises en charge gratuitement pour la seule année 2018. Soit 92% de femmes et 8% d'hommes (voir tableau détaillé cijoint).

Ces chiffres ne sont-ils pas un motif suffisant pour encourager cette œuvre, afin qu'elle devienne pérenne et continue de venir en aide à tous ces Gabonais sans moyens, qui ont droit eux-aussi à la santé?

Erratum

Suite à notre article paru dans notre édition d'hier, sur le métier "Addictologue", nous avons malencontreusement attribué le titre de Médecin à Monsieur Alphonse Louma Eyougha. Il est plutôt "**Docteur en pharmacie**". Toutes nos excuses à l'intéressé et à nos lecteurs.